

COMMUNIQUÉ



8 MARS :

NON A L'EXCLUSION DE NOUS VIVRONS !

Paris le 02 mars 2026

Le 8 mars est la journée internationale des droits des femmes. Ce jour devrait garantir un espace sûr pour toutes celles et ceux qui luttent pour l'égalité des droits.

Or, depuis des années, le collectif ***Nous Vivrons*** fait l'objet de pressions, d'exclusions et d'amalgames injustes et inacceptables lors de mobilisations féministes.

Des appels ont explicitement refusé de manifester en présence de « **sionistes** », qualifiés de « **fascistes** », visant en réalité ce collectif de femmes juives et l'assimilant au groupuscule d'extrême droite Némésis. **Cette comparaison ne relève pas du débat politique, mais de la stigmatisation.**

Il est évident que **l'extrême droite**, dont l'idéologie repose sur la division et le rejet de l'autre, **n'a pas sa place** dans des manifestations qui refusent les discriminations.

Mais le collectif *Nous Vivrons* — avec lequel nous pouvons par ailleurs avoir des désaccords politiques — ne peut en aucun cas y être assimilé.

Nous Vivrons est qualifié de « **sioniste** », comme si cela signifiait un accord avec le gouvernement israélien actuel. **En fait, ce collectif défend la solution à deux états, et donc le droit d'Israël à exister et y est attaché.**

Cette position est en outre celle de l'ensemble des partis de gauche français qui soutiennent la solution à deux États. Elle est également conforme au droit international et à la position officielle de la France.

L'accusation floue de « sionisme » est donc ici un moyen de diaboliser ce collectif en essentialisant des femmes juives, et de leur prêter des positions qui ne sont pas les leurs.

L'immense majorité des Juif·ves en France entretient un lien affectif, historique ou familial avec Israël. Les exclure symboliquement ou physiquement du mouvement social au nom de ce lien revient à créer une exception spécifique pour les Juif·ves.

Nous le disons aux organisations féministes et antiracistes, aux forces de gauche : On ne combat pas l'extrême droite en instaurant un critère idéologique particulier pour des femmes en raison de leur identité et du lien qu'elles entretiennent avec un pays.

Il faut également rappeler que ***Nous Vivrons s'est confronté physiquement à l'extrême droite*** lors de ses meetings pour dénoncer ses idées et ses représentants. **L'amalgame avec Némésis est donc non seulement infondé, mais politiquement malhonnête.**

Dans le même temps, voir des militantes juives contraintes d'être protégées par un cordon de CRS lors de manifestations féministes, pendant que le fondateur d'Urgence Palestine, directement impliqué dans des violences contre des membres de *Nous Vivrons*, peut défiler sans contestation majeure, constitue un renversement moral préoccupant.

À force de relativiser les intimidations ou de détourner le regard, on banalise un climat qui fragilise l'ensemble du mouvement progressiste. L'ambiguïté et le silence face à ces mises à l'écart répétées nourrissent ce qu'ils prétendent combattre.

Nous appelons les organisations politiques, syndicales, associatives, attachées à la lutte contre toutes les formes de discriminations à faire respecter le droit de *Nous Vivrons* à manifester, à refuser les amalgames malhonnêtes avec l'extrême droite et à condamner explicitement toute violence visant ses membres. La crédibilité du mouvement féministe et antiraciste se joue ici.

Le 8 mars doit rester un espace commun.

Le 8 mars ne peut pas devenir un jour d'exclusion de femmes juives.